CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.587/4
du 24 mars 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.587/4
van 24 maart 2014

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg'

Le 28 février 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 mars 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 mars 2014.

*

Op 28 februari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 maart 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 28 février 2014.

Il revient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de cette formalité préalable.

2. Les alinéas 1er et 2 du préambule précisent que le projet trouve son fondement légal dans l'article 2*bis* de la loi du 18 février 1969 'relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable', ainsi que dans l'article 34 de la loi du 3 mai 1999 'relative au transport de marchandises par route' [1].

Aucune de ces habilitations ne nécessite cependant, pour sa mise en œuvre, l'adoption d'arrêtés royaux délibérés en Conseil des ministres.

L'analyse d'impact visée à l'alinéa 4 du préambule ne constitue dès lors pas une formalité préalable à caractère obligatoire, conformément à l'article 6 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

L'alinéa 4 du préambule doit donc être soit omis, soit remplacé par un considérant. La mention de la délibération du projet en Conseil des ministres doit également être supprimée du préambule.

[1] Auquel il conviendrait de substituer, à l'alinéa 2 du préambule, l'article 40 de la loi du 15 juillet 2013 'relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route', si cette dernière devait entrer en vigueur avant l'adoption définitive de l'arrêté en projet.

EXAMEN DU PROJET

L'article 1er du projet vise à majorer le montant de la perception immédiate prévue à l'annexe 1, b), 1., de l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route, de 55 à 1.800 euros.

Ce nouveau montant de 1.800 euros est conforme à l'article 35, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 3 mai 1999 'relative au transport de choses par route', lequel dispose :

> « Art. 35. § 1er. Les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, visées à l'article 36, sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinquante à dix mille euros, majorée des décimes additionnels, ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages-intérets s'il échet ».

Il convient toutefois d'avoir égard à la loi du 15 juillet 2013 'relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route', dont l'article 54 abroge, à une date non encore connue, la loi du 3 mai 1999.

L'article 41, § 1er, 4°, de la loi du 15 juillet 2013 dispose en effet :

> « Art. 41. § 1er. Sont punis d'une amende de 50 euros à 250 euros, majorée des décimes additionnels, ceux qui transgressent les dispositions suivantes de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution :
>
> 1° les règles relatives à la délivrance, au remplacement, au renouvellement, à la radiation et à la validité des licences de transport et des attestations de conducteur, fixées par le Roi en vertu de l'article 28, 4° et 6° ;
>
> 2° les obligations des cautions en cas de prélèvement sur le cautionnement et en cas de diminution ou de résiliation du cautionnement, déterminées par le Roi en vertu de l'article 15, 5° ;
>
> 3° l'obligation de fournir des informations statistiques, éventuellement fixée par le Roi en vertu de l'article 28, 9° ;
>
> 4° l'obligation d'établir une lettre de voiture, fixée par l'article 29, et les éventuelles règles supplémentaires y relatives, fixées par le Roi ».

Au moment de son entrée en vigueur, cette nouvelle disposition limitera le montant maximum de la perception immédiate prévue à l'annexe 1, b), 1, de l'arrêté royal du 19 juillet 2000, à la somme de 250 euros, majorée des décimes additionnels, soit 1.500 euros selon les décimes additionnels actuellement applicables.

Il serait préférable de tenir compte dès maintenant de ce futur plafond.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' moeten de drie gewestregeringen bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp worden betrokken.

In het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gezonden en die, evenals de adviesaanvraag, zijn gedagtekend 28 februari 2014.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

2. In het eerste en het tweede lid van de aanhef wordt gepreciseerd dat het ontwerp zijn rechtsgrond ontleent aan artikel 2*bis* van de wet van 18 februari 1969 'betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg' en aan artikel 34 van de wet van 3 mei 1999 'betreffende het vervoer van zaken over de weg'[1].

De tenuitvoerlegging van deze machtigingen vereist evenwel in geen van beide gevallen dat koninklijke besluiten worden uitgevaardigd waarover in de Ministerraad overleg is gepleegd.

De in het vierde lid van de aanhef genoemde impactanalyse is bijgevolg geen verplicht voorafgaand vormvereiste krachtens artikel 6 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

Het vierde lid van de aanhef moet dan ook ofwel worden weggelaten, ofwel worden vervangen door een overweging. De vermelding van het overleg over het ontwerp in de Ministerraad moet eveneens uit de aanhef worden geschrapt.

[1] Dat, in het tweede lid van de aanhef, zou moeten worden vervangen door artikel 40 van de wet van 15 juli 2013 'betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg', ingeval deze wet in werking zou treden voordat het ontworpen besluit definitief wordt aangenomen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Artikel 1 van het ontwerp strekt ertoe het bedrag van de onmiddellijke inning, bedoeld in bijlage 1, b), 1., van het koninklijk besluit van 19 juli 2000 'betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg', te verhogen van 55 euro tot 1.800 euro.

Dat nieuwe bedrag van 1.800 euro is in overeenstemming met artikel 35, § 1, eerste lid, van de wet van 3 mei 1999 'betreffende het vervoer van zaken over de weg' dat luidt als volgt:

> "Art. 35. § 1. De in artikel 36 bedoelde inbreuken op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van vijftig tot tienduizend 1euro, vermeerderd met de opdeciemen, of met één van die straffen alleen, onverminderd de eventuele schadevergoeding".

Er moet echter rekening gehouden worden met de wet van 15 juli 2013 'betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg', waarvan artikel 54 de wet van 3 mei 1999 op een nog niet gekende datum opheft.

Artikel 41, § 1, 4°, van de wet van 15 juli 2013 luidt immers als volgt:

> "Art. 41, § 1. Worden gestraft met geldboete van 50 euro tot 250 euro, vermeerderd met de opdeciemen, zij die de volgende bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten overtreden:
>
> 1° de krachtens artikel 28, 4° en 6°, door de Koning vastgestelde regels betreffende de afgifte, de vervanging, de vernieuwing, de schrapping en de geldigheid van de vergunningen en de bestuurdersattesten;
>
> 2° de krachtens artikel 15, 5°, door de Koning vastgestelde verplichtingen van de borgen in geval van afneming op de borgtocht en in geval van vermindering of opzegging van de borgtocht;
>
> 3° de eventueel krachtens artikel 28, 9°, door de Koning vastgestelde verplichting tot het verstrekken van statistische gegevens;
>
> 4° de door artikel 29 vastgestelde verplichting een vrachtbrief op te maken en de eventueel daarmee gepaard gaande bijkomende regels vastgesteld door de Koning".

Deze nieuwe bepaling zal, op het ogenblik van haar inwerkingtreding, het maximumbedrag van de onmiddellijke inning bedoeld in bijlage 1, b), 1, van het koninklijk besluit van 19 juli 2000, beperken tot het bedrag van 250 euro, vermeerderd met de opcentiemen, dit wil zeggen 1.500 euro volgens de thans geldende opcentiemen.

Het zou beter zijn nu al met dat toekomstige maximumbedrag rekening te houden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Pierre LIÉNARDY